

Politique

Le FLNKS pense aux provinciales à Ponérihouen

Le FLNKS tient une convention, aujourd'hui samedi, à partir de 9 heures à la tribu de Grondu à Ponérihouen. Cadres et militants analyseront les forces et les faiblesses de la campagne référendaire, évoqueront les résultats de la consultation et se pencheront naturellement à la fois sur le contenu du Comité des signataires programmé le 14 décembre, mais aussi sur la perspective des élections provinciales de mai 2019. Avec un objectif, d'après les membres du Front : maintenir la dynamique de la mobilisation.

A NOTER

> **L'Association Hippocampe** qui a pour objet de regrouper les familles et amis, ainsi que les personnes elles-mêmes, souffrant de pathologies de type schizophrénie, tiendra son groupe parole mensuel mardi 11 décembre à 17 h 30 au local du Collectif Handicap, 100 av Avenue du Général De Gaulle, Baie de l'Orphelinat. Renseignements au 82 20 62 ou au 90 32 90.

> **L'Amicale sous marin Phénix NC**, tiendra sa réunion mensuelle vendredi 14 décembre à 18 heures à la Maison du combattant. Renseignements au 75 14 80.

> **Initiative NC**, aide à la création, reprise et développement d'entreprise par l'octroi d'un prêt d'honneur gratuit, à 0 % et sans garantie. Contact : 24 40 35 ou contact@initiative-nc.com

> **L'Association Saint-Vincent-de-Paul** recherche des conteneurs neufs ou d'occasion en bon état. L'association pourra délivrer un reçu fiscal. Renseignements au 27 22 72 ou par mail à : gestionnaire@ssvp.nc

> **L'Association calédonienne de soutien aux malades du cancer** a repris ses réunions mensuelles en présence du sophrologue de l'association, au 2, rue Ronsard, Portes-de-Fer. Tél. : 75 76 40.

> **L'Association de familles de traumatisés crâniens et de cérébrolésés (AFTC-NC Charnière)** tient une per-

Les entrepreneurs ont un plan pour relancer la machine

ECONOMIE. Sous la houlette de la CCI, une partie des chefs d'entreprise en appellent à l'Etat et au gouvernement pour créer un véritable « électrochoc » et redonner du souffle au monde économique.

■ Le constat

« Au cours des dernières années, les politiques se sont beaucoup préoccupé de l'avenir institutionnel mais très peu d'économie », partagent Divy Barta, président de la commission économique du Medef, Vivian Hecquet, trésorier adjoint de la CPME et Guillaume La Selve, vice-président de la CCI rassemblés autour de la présidente de l'organisme consulaire, Jennifer Seago. Avant de détailler 14 mesures regroupées autour de 5 axes destinées à relancer l'économie par l'emploi, ils ont partagé un autre constat : « En Australie, l'administration facilite la démarche de ceux qui veulent créer leur entreprise. Ici, il faut d'abord regarder la liste des démarches à effectuer et des documents à fournir. » Guillaume La Selve met en avant la pesanteur de l'administration calédonienne qui n'aurait pas franchement un état d'esprit « Business friendly », malgré la mentalité « de pionnier » qui caractérise pourtant le pays.

■ Les propositions

Pour Guillaume La Selve, trois propositions permettraient de



Pour les acteurs économiques, la relance de l'économie passe par une politique de grands chantiers.

Photo archives LNC/ Thierry Perron

changer « rapidement » le tableau de l'économie : raccourcir les délais de paiement des administrations aux entreprises et finaliser les dossiers de défiscalisation « bloqués à Bercy depuis des années » comme ceux du village de Déva ou du Carré Rolland, au centre-ville de Nouméa, qui représente un investissement de 10 milliards. La mise en place d'un emprunt d'Etat d'un milliard est aussi évoquée. Il serait destiné à financer les grands chantiers structurants comme une quatre-voies entre Nouméa et Tontouta ou la construction d'un millier de logements. L'accession à la propriété dans le logement social est également mise en avant comme un élément « impliquant.

Lorsqu'on est propriétaire d'un patrimoine, on le respecte », explique Guillaume La Selve. Autre chantier, de plus grande ampleur celui-là : le « rapatriement » d'une somme estimée à 300 milliards représentant les montants des assurances vie. « Cet argent est investi hors de Calédonie et ne bénéficie pas aux refinancements de l'économie ». Pour cela, les acteurs économiques plaident pour la mise en place d'un fonds d'investissement attractif qui permettrait de capter ces 300 milliards. Enfin, la consommation des ménages n'est pas mise de côté : la mise en place d'une TGC sociale a été avancée. Elle permettrait d'alléger le poids des charges qui pèsent sur les entre-

prises et sur le pouvoir d'achat des Calédoniens.

■ La méthode

« Nous faisons écho à la proposition du Premier ministre qui a souhaité placer les dossiers économiques et sociaux au menu du prochain comité. » Les représentants du monde économique ont adressé un courrier à Edouard Philippe dans ce sens pour évoquer ces questions lors du comité technique qui se tient en marge du Comité des signataires. En précisant bien que la démarche « ne s'inscrit pas dans des querelles politiques mais qu'il en va de l'intérêt de la Nouvelle-Calédonie ».